



Participation et construction de barrage à Alqueva (Portugal). Quelles méthodes, quels moyens ?

Fabienne Wateau

► To cite this version:

Fabienne Wateau. Participation et construction de barrage à Alqueva (Portugal). Quelles méthodes, quels moyens ?. *Cybergeog : Revue européenne de géographie / European journal of geography*, UMR 8504 Géographie-cités, 2004, Dossiers, Séminaire de recherche du GDR Rés-Eau-Ville (CNRS 2524) "L'eau à la rencontre des territo, 3 p. <halshs-00509974>

HAL Id: halshs-00509974

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00509974>

Submitted on 17 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru dans: *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Dossiers, Séminaire de recherche du GDR Rés- Eau-Ville (CNRS 2524) "L'eau à la rencontre des territoires", Montpellier, France, 27-28 et 29 mai 2004, mis en ligne le 16 décembre 2004. URL : <http://cybergeo.revues.org/index1514.html>, 2004, 3 p.

**Participation et construction de barrage à Alqueva (Portugal)
Quelles méthodes, quels moyens ?**

**Participation and Dam Construction in Alqueva (Portugal).
What Methods, what Means?**

Fabienne WATEAU

ethnologue, chargée de recherche CNRS,
Laboratoire Mutations des Territoires en Europe, UMR 5045, Montpellier III

Résumé : Ce n'est pas la participation qui est en cause, mais les façons inadaptées ou fausement démocratiques et légitimatrices de la présenter. Quelques-unes de ces situations, dans le contexte de la construction d'un grand barrage au Portugal, sont explicitées dans cet article.

Mots-clés : Participation, barrage, Portugal

Abstract: Participation as such is not at stake here, but the maladjusted or falsely democratic ways it is presented as well as the means by which these are legitimized. This paper focuses on several such cases in the context of a great dam construction in Portugal.

Key-words: Participation, dam, Portugal

Sans doute la participation doit-elle permettre « d'améliorer les fonctionnements démocratiques grâce à une redistribution du pouvoir de décision » (Lafferty & Meadowcroft, in Allain, 2001) et conduire « à une résolution des problèmes à caractère collectif de l'espace public, qui ne parviennent pas à être résolus dans les cadres de gouvernements existants » (Van Vliet, in Allain, 2001). Sans doute la participation consiste t-elle aussi, de façon idéale, à impliquer dans le processus de gestion d'un système donné des acteurs n'appartenant pas au dispositif formel en charge du pouvoir de décision sur ce système (Fiorino in Allain, 2001). Au point de mêler participation à citoyenneté et de demander aux locaux de comprendre, d'intervenir, voire de décider - et donc en quelque sorte de légitimer - les politiques du global sur le local, au nom d'une participation « démocratique » (De Carlo in Allain, 2001) qui oscille entre la consultation visant à recueillir différents points de vue sur une question, la concertation laissant entendre que les décisions ont été prises en commun entre décideurs politiques et locaux, et la négociation qui qualifie des situations où des divergences d'intérêts ou d'opinions ont été exprimées et tranchées (Allain, 2001 : 200).

Mais cette façon très orientée de penser la démocratie, l'action publique et les politiques du global a t-elle quelques raisons objectives de pouvoir s'adapter à d'autres endroits du monde que la France ? Les conditions et modalités de mise en œuvre de la participation sont-elles seulement compatibles ailleurs, comme semble en douter Sylvie Jaglin (2003) en Afrique ? Et si le modèle universalisé, hégémonique, aussi courageux soit-il, ne cachait pas plutôt une idée faussée de la démocratie ? Bref, et si certaines procédures de la participation n'étaient qu'une façon politiquement correcte de faire avaler la pilule aux gens ?

Au sud-est du Portugal, dans la région Alentejo qui fait frontière avec l'Extremadura en Espagne, un grand barrage vient d'être construit. Si grand que son plan d'eau est le plus vaste d'Europe, s'étalant sur 250 km², si important que l'Union européenne a financé la moitié de la construction et les deux tiers du réseau d'irrigation. Ses destinations maintes fois réajustées au fil des années restent incertaines aujourd'hui, « le problème central d'Alqueva étant que l'ensemble de l'entreprise continue d'être fondé sur des concepts des années 1950 [...], qu'il n'a pas de viabilité économique sans subsides réguliers ou altération radicale des concepts et des pratiques » (Joanaz de Melo in Martínez, 2004 : 330). Mais le projet Alqueva qui relève du mythe salvateur et a bénéficié du soutien inconditionnel de l'opinion publique régionale a déjà servi tous les partis politiques au pouvoir¹. Et Alqueva a pratiquement été réalisé sans discussion publique, ni au Portugal, ni à Bruxelles (Vergés in Martínez 2004).

Quelques astuces pour faire passer...

Au niveau de la région Alentejo, souffrant d'aridité physique et d'exode humain², il ne fut pas très difficile de faire accepter cette grande infrastructure qui devait attirer les investisseurs et les touristes, donner de l'emploi aux locaux, et permettre d'irriguer des milliers d'hectares. Située entre Lisbonne la capitale et la région Algarve la touristique, l'Alentejo défavorisée n'avait rien à perdre et sa population a cru et continue de croire que le grand barrage d'Alqueva serait une solution au développement, qu'il soit durable ou non.

Au niveau du village qui a été noyé sous les eaux du barrage, la question s'est posée de façon différente. Certes, les gens de Luz ont rapidement adopté l'appellation de « sacrifiés de l'Alentejo » attribuée par le Président de la République lors de sa visite en décembre 1998. Une manière de mieux accepter, sans doute, une situation considérée par tous comme irréversible : car il en avait été décidé ainsi, car les « docteurs » et les spécialistes devaient mieux savoir qu'eux ce

qui était bien pour la région. Dans un pays, et dans cette région en particulier où la dictature encore récente a instauré dans les faits et dans les esprits des hiérarchies et des places à garder, « participer » relève encore d'une habitude et d'un droit qui restent à prendre et à apprendre. Les réunions de consultation ont commencé en 1981. Un groupe d'hommes du village avait alors décidé que l'État devrait les dédommager sur la base « d'espèces de propriété », au-delà d'une simple expropriation et indemnisation monétaire (Bandeira in Martínez, 2004) – ce que l'État ne pouvait guère refuser au regard du drame de Vilarinho da Furna en 1974. En 1995, les réunions visaient à expliquer aux gens ce que l'Entreprise de Développement des Infrastructures d'Alqueva (EDIA), installée aussi au village, allait entreprendre dans la région et plus concrètement ce qu'il adviendrait du village. À partir de cette date, il fut interdit d'ajouter quoi que ce soit à sa maison, de la réparer ou même de la repeindre. Les maisons allaient peu à peu se dégrader, exprès, sans doute pour que le départ en soit facilité, sans doute pour que la nouvelle maison soit plus accueillante. Les clés de la maison neuve ont été remises contre celle de l'ancienne, dans une idée soigneusement préparée « d'échange et de participation », mais où la crainte de voir les gens revenir au vieux village et n'en plus bouger était la plus forte. La EDIA a même offert ces anciennes maisons aux ouvriers du chantier, pour la plupart étrangers, gagnant cette fois l'assurance que leurs anciens propriétaires s'en sentiraient définitivement dépossédés. Un cinéaste a filmé quelques-unes de ces scènes, où les gens contestaient, manifestaient leur incompréhension ou s'emmueraient dans le silence. L'angoisse était à son comble. En 1999, cette « participation » a été réévaluée, n'étant plus seulement réservée qu'à deux personnes du village qui, se chargeant de faire l'intermédiaire entre la EDIA et les habitants, ont permis aux gens de retrouver leur calme et d'affronter le déménagement plus sereinement³.

Quelques plaisanteries pour accepter

Quand l'angoisse était trop pesante au vieux village, que les habitants voyaient bien que les nouvelles maisons s'érigeaient avec détermination⁴, espérant malgré tout que Notre-Dame-de-Luz stopperait le processus, ils plaisantaient en décidant qu'ils avaient désormais deux villages, le vieux qu'ils gardaient pour eux et le neuf qu'ils loueraient aux touristes. De son côté le maire, attristé par la similitude et l'alignement parfaits des nouvelles maisons, a inventé la blague de l'homme saoul qui rentre chez lui et frappe à toutes les portes avant de savoir retrouver sa maison. Des façons de rire de soi et de la situation, pour dépasser l'inquiétude et accepter le changement. Une sorte de « participation » qui s'opère dans la résilience, en quelque sorte.

Ce n'est pas la participation qui est en cause, mais les façons inadaptées ou faussement démocratiques et légitimatrices de la présenter. Et pour faire en sorte de la rendre réellement possible et efficace, au regard des nombreuses situations françaises et étrangères, sans doute devrions-nous accorder plus de temps et d'intérêt aux populations et à leurs logiques propres de fonctionnement, pour comprendre, avant d'appliquer, ce qu'il est possible ou non de proposer, et comment.

Bibliographie

- ALLAIN S., (2001), « Planification participative de bassin et gouvernement de l'eau », *Géocarrefour*, vol 76, 3/2001, pp 199-209 « Les territoires de la participation ».
- JAGLIN S., (2003 à paraître), « La participation au service du néolibéralisme ? Les usagers dans les services d'eau en Afrique subsaharienne », in Bacqué M.H & Syntner Y. (eds), *Gestion de proximité et démocratie participative : les « nouveaux » paradigmes de l'action publique*, Paris, La Découverte.

MARTÍNEZ GIL J. (coord.) (2004) *Una nueva cultura del agua para el Guadiana. Desde Ruidera a Ayamonte*, Fundación Nueva Cultura del Agua, Navarro & Navarro, impresores, Zaragoza.

WATEAU F., (2003), « "Ceux qui avaient le plus ont le moins et ceux qui avaient le moins ont le plus". Barrage et qualité de vie au Portugal », *Revue de l'économie méridionale*, vol.51 n°201-202, Montpellier, pp. 269-275

¹ Pour plus de détails sur l'histoire du barrage et des enjeux politiques, voir Drain 1996, Wateau 2003.

² L'Alentejo représente un tiers du territoire national et ne retient que 5% de la population. La région a perdu 20% de ses habitants en 25 ans ; l'emploi agricole atteint 25% (contre 11% pour le pays) et le deuxième secteur d'activité est l'administration publique.

³ Ces quelques exemples proposés au regard d'un exemple concret ne suffisent pas à rendre compte de l'ensemble du processus d'adoption et d'acceptation de l'implantation du barrage d'Alqueva au Portugal. La lecture qui doit se faire à toutes les échelles et auprès de tous les acteurs sera publiée prochainement.

⁴ Le nouveau village a été construit à trois kilomètres à peine de l'ancien. L'accès au chantier était autorisé le dimanche.